

Communauté de Communes
AVALLON-VÉZELAY-MORVAN

Compte-rendu
du Conseil Communautaire
Jeudi 21 janvier 2016
Au marché couvert d'AVALLON

Le 21 janvier 2016, à 18 heures 30, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni au marché couvert d'AVALLON, sous la présidence de Monsieur Pascal GERMAIN.

60 Conseillers titulaires présents : Angélo ARENA, Hubert BARBIEUX, Françoise BAUDOT, Jean-Michel BEAUGER, Camille BOERIO, Josiane BOUTIN, Damien BRIZARD, Paule BUFFY, Jean-Paul BUTTARD, Jean-Yves CAULLET, Gérard CHABERT (départ après l'O.J n° 6), Nathalie CHARTIER, Gilles CHENE, Laurent CLUZEL, Alain COMMARET, Micheline DALIDET, Gérard DELORME, Gérard DEMARTINI, Bernard DESCHAMPS (arrivée à l'O.J n° 2), Pierre DIAZ, Jean-Paul FILLION, Isabelle GEORGELIN, Pascal GERMAIN, Michel GUILBERT, Arnaud GUYARD, Gérard GUYARD, Christian GUYOT, Jamilah HABSAOUI, Chantal HOCHART, Didier IDES, Agnès JOREAU, Claude LABOUREAU, Gérard LACOMBE, Patrick LEBLANC, Nicole LHERNAULT, Marie-Claire LIMOSIN, Claude MANET, Alain MARILLER, Bernard MASSOL, Jean-Louis MICHELIN, Monique MILLEREAUX, Michel MILLET, Franck MOINARD, François-Xavier NAULOT, Gérard PAILLARD, Sonia PATOURET-DUMAY, Véronique PICHON, Bernard RAGAGE, Noëlle RAUSCENT, Olivier RAUSCENT, Nicolas ROBERT, François ROUX, Sylvie SOILLY, Gilles TISSIER, Joël TISSIER, Françoise VERMILLARD, Louis VIGOUREUX, Elise VILLIERS, Alain VITEAU et Françoise WICKER.

6 Conseillers titulaires excusés ayant donné un pouvoir de vote : Alain GUITTET a donné pouvoir à Gérard GUYARD, Dominique HUDRY a donné pouvoir à Bernard RAGAGE, Jean-Claude LANDRIER a donné pouvoir à Josiane MAGNE, Philippe LENOIR a donné pouvoir à Arnaud GUYARD, Anne-Marie THOMASSIN a donné pouvoir à Gérard DELORME et Éric STÉPHAN a donné pouvoir à Pascal GERMAIN.

2 Conseillers titulaires ayant donné pouvoir en cours de séance de séance : Gérard CHABERT a donné pouvoir à Franck MOINARD (à partir de l'O.J n° 7) et Bernard DESCHAMPS a donné pouvoir à Françoise VERMILLARD (jusqu'à l'O.J n° 1).

1 Conseiller titulaire absent excusé sans avoir donné de pouvoir de vote : Bertrand MASSIAS JURIEN de la GRAVIÈRE.

2 Conseillers titulaires absents : Farid AIT KICHA et Isabelle HOUÉ-HUBERDEAU.

5 Conseillers titulaires présents avant un pouvoir de vote : Gérard DELORME, Pascal GERMAIN, Arnaud GUYARD, Gérard GUYARD et Bernard RAGAGE.

1 Conseillère suppléante présente avant un pouvoir de vote : Josiane MAGNE.

Date de la convocation	14 janvier 2016
Conseillers titulaires en fonction	69
Conseillers titulaires présents	60
Conseillers titulaires ayant pouvoir de vote	5
Conseillère suppléante ayant pouvoir de vote	1

Secrétaire de séance : Bernard RAGAGE.

- ✓ Le Président souhaite la bienvenue à tous les Conseillers Communautaires présents et présente les excuses susvisées ainsi que celles de Madame le Trésorier d'AVALLON et de Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Yonne. Il remercie Monsieur le Maire d'AVALLON et son conseil municipal pour l'accueil réservé au Conseil Communautaire.
- ✓ Le Président propose que les votes prévus lors de cette réunion se fassent à main levée pour les points inscrits à l'ordre du jour, sauf, si au moins 1/3 des membres de l'assemblée s'y opposaient pour un ou plusieurs dossiers, il serait procédé à un vote à bulletins secrets : **aucune objection n'est formulée.**
- ✓ Le Président rappelle que les Conseils Communautaires sont des séances publiques mais que le public, y compris les suppléants, n'est pas autorisé à intervenir.
- ✓ Le Président rappelle aux Conseillers qui, éventuellement, quitteraient la séance avant son terme, de bien vouloir le signaler afin d'assurer la validité des délibérations.
- ✓ Le Président rappelle l'ordre du jour qui ne suscite aucune observation.

Le Président fait observer une minute de silence en hommage à Monsieur Pierre MORICE, conseiller municipal de VÉZELAY et membre de la commission OGS de la CCAVM.

Préalablement au déroulé de l'ordre du jour, le Président intervient sur plusieurs points inhérents à la gouvernance et au fonctionnement de la collectivité.

O.J N° 1 : APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU LUNDI 16 DÉCEMBRE 2015

Aucune remarque n'étant formulée, le **compte-rendu est ADOPTÉ à la majorité des voix (65 voix pour et 1 abstention)**.

O.J N° 2 : INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER COMMUNAUTAIRE

Installation d'un nouveau Conseiller communautaire : considérant la démission de Monsieur Mourad CHENAF du conseil municipal d'AVALLON effective en date du 15 décembre 2015 et en application de l'article L.273-5 du code électoral, le Président explique que la fin du mandat de Conseiller municipal, quelle qu'en soit la cause, conduit concomitamment à la fin du mandat de Conseiller communautaire. Conformément à l'article L.273-10 du code électoral (communes de 1 000 habitants et plus), le Président procède à l'installation de Monsieur Patrick LEBLANC en qualité de Conseiller communautaire titulaire de la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN en lieu et place de Monsieur Mourad CHENAF.

O.J N° 3 : INFORMATIONS SUR LES DÉLÉGATIONS DU PRÉSIDENT

- ✓ Le Président explique que Monsieur Cyrille CLARISSE, actuellement en poste en qualité de DGS à la mairie d'AVERMES dans l'Allier, a été recruté en qualité de Directeur Général des Services et prendra ses fonctions le mardi 1^{er} mars 2016.
- ✓ Le Président explique que les modifications des statuts (tourisme, fauchage voirie et aides financières) ont été adoptés par la majorité requise représentant 2/3 des habitants et 23 communes. En conséquence, il confirme que la compétence « fauchage » revient en totalité aux communes (voies communales et intercommunales).
- ✓ Le Président indique qu'il n'y aura pas de maîtrise d'ouvrage déléguée pour le fauchage dès lors que seule une commune en a fait la demande.

O.J N° 4 : INFORMATIONS SUR LES DÉLÉGATIONS DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

O.J N° 5 : AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE

1°) Avenant n° 1 à la convention de fonctionnement du service commun « autorisations du droit des sols » : Monsieur Didier IDES, Vice-président en charge de l'urbanisme, rappelle qu'une convention a été conclue entre la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN et les communes adhérentes au service à compter du 1^{er} septembre 2015 afin de définir les modalités de fonctionnement du service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme. Il rappelle, notamment, que l'article 5 « dispositions financières » de ladite convention prévoit que le montant dû par chaque commune serait sollicité en 2 versements :

- 50% au 1^{er} mai N,
- 50% au 1^{er} novembre N.

Avec un avis favorable de principe du Bureau Communautaire, Monsieur Didier IDES propose au Conseil Communautaire de délibérer pour autoriser le Président à signer l'avenant n° 1 avec les communes adhérentes modifiant l'article 5 « dispositions financières » comme suit :

- Le coût global du service de l'année N sera réparti entre les communes adhérentes en fonction de la moyenne des équivalents PC instruits sur les 3 dernières années préalables à l'année N (disposition inchangée),
- Le coût global du service de l'année N sera calculé sur les dépenses réelles du service,
- Le montant dû par commune pour l'année N sera arrêté par la CCAVM avant le vote des budgets de l'année N + 1,
- Le montant dû par commune pour l'année N sera sollicité en une seule fois avant le 30 avril de l'année N + 1.

Monsieur Didier IDES précise que le coût global annuel du service sera revu à la baisse au prorata du temps passé par l'Agent instructeur lorsque celui-ci travaillera sur d'autres missions que l'instruction des autorisations du droit des sols.

Monsieur Arnaud GUYARD ne comprend pas pourquoi les frais d'investissement du matériel et d'aménagement des locaux inhérents à la mise en place du service ne sont pas pris en charge par la CCAVM au motif d'une mutualisation communautaire tel que cela avait été écrit dans la note du Président en date du 14 décembre 2015. Le Président explique que le rapport présenté ce jour est conforme à l'avis majoritaire des membres du Bureau Communautaire.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à la majorité des voix (64 voix pour, 1 abstention et 1 voix contre), AUTORISE à signer l'avenant n° 1 à la convention de fonctionnement du service commun « autorisations du droit des sols » selon les modalités susvisées.

2°) Agence Technique Départementale : à la majorité des voix (3 voix pour et 11 voix contre), le Président explique que le Bureau Communautaire a émis un avis défavorable au fait d'adhérer à l'Agence Technique Départementale en raison notamment :

- Du peu d'intérêt pour la CCAVM des thématiques d'intervention retenues,
- Du fait que les communes adhérentes s'acquittent d'une cotisation fixée à 1,20 euro par habitant qui serait réduite de 60% dans le cas où la CCAVM adhérerait,

- Du montant de la cotisation intercommunale fixée à 1,20 euro par habitant, soit une dépense annuelle d'environ 24 000,00 euros.

Le Président propose au Conseil Communautaire de se prononcer sur l'opportunité qu'il y aurait ou non d'adhérer à l'Agence Technique Départementale.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à la majorité des voix (3 voix pour, 8 abstentions et 55 voix contre), EMET un avis défavorable au fait d'adhérer à l'Agence Technique Départementale.

O.J N° 6 : RESSOURCES HUMAINES

Le Président explique préalablement que les frais salariaux relatifs aux mouvements de personnel ont été pris en compte dans la préparation budgétaire en précisant que la collectivité est indemnisée, par l'assurance, des salaires des agents en arrêt de travail au-delà des 15 jours de carence.

1°) Création d'un poste d'Adjoint d'animation à l'accueil de loisirs sans hébergement de CHÂTEL-CENSOIR (ALSH) : dans le cadre de la prise de compétence intercommunale de la gestion des crèches, le Président explique que le poste d'Animateur territorial, en charge de la coordination Enfance/Jeunesse à hauteur d'un 0.5 ETP, doit évoluer pour palier aux besoins du service et devenir un poste de coordinateur à temps plein du service Enfance/Jeunesse (relais d'assistantes maternelles, accueils loisirs sans hébergement et crèches). Il rappelle que les missions de coordination étaient réparties comme suit jusqu'au 31 décembre 2015 :

- 0.5 ETP coordination « Enfance/Jeunesse ALSH » : CCAVM – financement CAF/CEJ : 11 000,00 euros,
- 0.5 ETP coordination « Petite Enfance crèches » : Ville d'AVALLON – financement CAF / CEJ : 13 000,00 euros.

Le Président indique que le montant versé à la Ville d'AVALLON par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne pour soutenir la coordination « Petite Enfance crèches » sera versé à la CCAVM à compter du 1^{er} janvier 2016 (versement année N+1). Considérant cette ressource supplémentaire, il propose au Conseil Communautaire de délibérer pour créer un poste d'Agent d'animation de 2^{ème} classe à hauteur de 66 heures mensuelles soit 792 heures annuelles afin d'assurer la direction de l'ALSH de CHÂTEL-CENSOIR, étant précisé que certaines missions de direction seront assurées par la coordination (recrutement du personnel, communication, formation du nouvel agent, plannings des agents) et que le salaire chargé inhérent à cette création sera compensé à plus ou moins 1 000,00 euros par le financement supplémentaire CEJ de la CAF de l'Yonne.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, ACCEPTE de créer un poste d'Agent d'animation de 2^{ème} classe à hauteur de 66 heures mensuelles soit 792 heures annuelles afin d'assurer la direction de l'ALSH de CHÂTEL-CENSOIR au vu des modalités susvisées.

2°) Remplacement temporaire d'un agent absent : dans le cadre de la prise de compétence intercommunale de la gestion des crèches et en application des dispositions de l'article L.3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative au statut de la fonction publique territoriale, le Président explique qu'il est possible de recruter des agents non titulaires pour assurer le remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent non-titulaire momentanément indisponible pour les motifs suivants :

- exercice des fonctions à temps partiel,
- congé annuel,
- congé de maladie, de grave ou de longue maladie,
- congé de longue durée,
- congé de maternité ou pour adoption,
- congé parental ou congé de présence parentale,
- congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national,
- rappel ou maintien sous les drapeaux ou participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire,
- autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Le Président explique également que les contrats sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer, étant précisé qu'ils peuvent en outre prendre effet avant le départ de cet agent pour faciliter la prise de poste par le remplaçant. Le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer pour l'autoriser à signer les contrats de travail pour remplacer un fonctionnaire ou un agent non-titulaire momentanément indisponible, étant précisé que les crédits suffisants sont prévus au budget.

Monsieur Nicolas ROBERT, Vice-président en charge de l'Enfance/Jeunesse, demande de vérifier la pertinence légale de maintenir dans la délibération le motif susvisé « exercice des fonctions à temps partiel ».

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, AUTORISE le Président à signer les contrats de travail pour remplacer un fonctionnaire ou un agent non-titulaire momentanément indisponible, étant précisé que les crédits suffisants sont prévus au budget.

3°) Recrutement d'un agent contractuel : dans le cadre de la prise de compétence intercommunale de la gestion des crèches et afin de faciliter, notamment, le transfert de la crèche CARIBOU compte tenu du futur placement de la Directrice en congé de maternité et de son remplacement, le Président explique qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, conformément aux dispositions de l'article L.3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Il indique que ce recrutement interviendra sur le grade d'adjoint technique territorial 2^{ème}

classe, à temps non complet (6/35^{ème}), du 25 janvier au 30 juin 2016, afin d'assurer l'entretien courant des structures, permettant ainsi à l'agent polyvalent d'assurer l'encadrement des enfants et en conséquence à la Directrice (puis à sa remplaçante) de se consacrer aux tâches de gestion, étant précisé que la rémunération de cet agent contractuel sera fixée en référence à l'indice brut 340 - indice majoré 321 (1^{er} échelon de l'échelle 3) et que les crédits correspondants sont prévus au budget 2016. Il sera proposé au Conseil Communautaire de délibérer sur le recrutement d'un agent contractuel selon les modalités susvisées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, AUTORISE le recrutement d'un agent contractuel selon les modalités susvisées.

4°) Création d'un poste d'adjoint d'animation 2^{ème} classe : dans le cadre de la prise de compétence de la gestion des crèches, le Président explique qu'une auxiliaire de puériculture recrutée en contrat à durée indéterminée à temps complet et affectée à la crèche GALIPETTE, cessera ses fonctions le 7 février 2016. En conséquence, il indique qu'il est nécessaire de remplacer cet agent afin de garantir les taux d'encadrement réglementaires. En l'absence de candidat remplissant les conditions statutaires, le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer pour créer un emploi d'adjoint d'animation 2^{ème} classe à temps complet, en lieu et place du poste laissé vacant, en vue du recrutement d'une auxiliaire de puériculture diplômée d'Etat dès le 1^{er} février 2016, dans l'attente de sa réussite au concours d'auxiliaire de puériculture territoriale, étant précisé que les crédits nécessaires sont prévus au budget.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, ACCEPTE la création d'un emploi d'adjoint d'animation 2^{ème} classe à temps complet, en lieu et place du poste laissé vacant, en vue du recrutement d'une auxiliaire de puériculture diplômée d'Etat dès le 1^{er} février 2016, dans l'attente de sa réussite au concours d'auxiliaire de puériculture territoriale, étant précisé que les crédits nécessaires sont prévus au budget.

- ✓ Monsieur Michel GUILBERT salue le travail réalisé par les Directrices de crèches, notamment pour l'élaboration des plannings.
- ✓ Le Président émet un avis favorable à la demande de Monsieur Hubert BARBIEUX qui consiste à envoyer un organigramme du personnel des deux crèches à tous les Conseillers Communautaires.

O.J N° 7 : FINANCES

1°) Formation d'un élu : dans le cadre d'une formation relative à un PLU intercommunal et avec son accord, le Président explique que Monsieur Didier IDES, Vice-président en charge de l'urbanisme, a suivi une formation dédiée aux élus qui s'est déroulée à PARIS le 9 décembre 2015. Le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer pour prendre en charge la totalité des frais inhérents à ladite formation et notamment ceux qui sont prévus par la convention conclue avec l'organisme de formation (Le Groupe Territorial – 38506 VOIRON) pour un montant total de 667,80 euros TTC (comprenant la formation et les frais de déplacement).

Madame Françoise BAUDOT souhaite qu'une information sur le PLUI soit faite à tous les élus communautaires.

Monsieur Didier IDES explique que le bureau d'étude en charge du SCOT porté par le PETR du Grand Avallonnais a, notamment, pour mission d'intervenir en Conseil Communautaire.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, ACCEPTE de prendre en charge la totalité des frais inhérents à ladite formation et notamment ceux qui sont prévus par la convention conclue avec l'organisme de formation (Le Groupe Territorial – 38506 VOIRON) pour un montant total de 667,80 euros TTC (comprenant la formation et les frais de déplacement).

2°) Journées 2014 et 2015 du Réseau des Grands Sites de France : mandatés par lui-même dans le cadre de l'Opération Grand Site du Vézélien, le Président explique que Messieurs Christian GUYOT (Vice-président en charge du projet) et Lorant HECQUET (Conseiller communautaire suppléant et membre de la Commission OGS) ont participé aux journées du Réseau des Grands Sites de France en octobre 2014 en Bretagne et Monsieur Christian GUYOT à celles d'octobre 2015 en Aquitaine. Conformément à la législation en vigueur et sur présentation des justificatifs des frais engagés, le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer pour l'autoriser à rembourser Messieurs Christian GUYOT et Lorant HECQUET à hauteur d'un montant total de 1111,28 euros.

Monsieur Hubert BARBIEUX souhaite qu'une restitution de ces journées soit présentée aux élus communautaires.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, AUTORISE le Président à rembourser Messieurs Christian GUYOT et Lorant HECQUET à hauteur d'un montant total de 1111,28 euros au titre des journées 2014 et 2015 du Réseau des Grands Sites de France sur présentation des justificatifs des frais engagés.

3°) Dépenses à imputer au compte n° 6232 « fêtes et cérémonies » : afin d'éviter de délibérer ponctuellement, le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer pour définir les dépenses imputées au compte n° 6232 « fêtes et cérémonies » comme suit, dans la limite des crédits inscrits au budget :

- D'une façon générale, l'ensemble des biens et services, objets et denrées divers ayant trait aux fêtes, cérémonies, manifestations culturelles ou touristiques et les diverses prestations et cocktails servis lors de réceptions officielles et inaugurations,
- Les fleurs, bouquets, gravures, médailles, coupes et autres présents offerts à l'occasion de divers événements notamment lors de mariages, décès, naissances, départ, récompenses ou lors de réceptions officielles,
- Le règlement de factures de sociétés et troupes de spectacles et autres frais liés à leurs prestations ou contrats,
- Les frais de restauration des agents à l'occasion d'événements ponctuels,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, ACCEPTE d'arrêter les dépenses susvisées à imputer au compte n° 6232 « fêtes et cérémonies » dans la limite des crédits inscrits au budget.

4°) Demande de subvention LEADER « Opération Grand Site du Vézélien » : dans le cadre du programme LEADER (fonds européens) porté par le Pôle d'équilibre territorial et rural du Grand Avallonnais, le Président explique qu'une enveloppe de 150 000,00 euros est dédiée à l'Opération Grand Site du Vézélien sur une période de 3 ans (2016-2018) au titre de la fiche-action n°10 « placer l'Opération Grand Site du Vézélien au cœur de la politique d'accueil ». Il explique, également, que cette aide est accordée par dégressivité (60 000,00 euros en 2016, 50 000,00 euros en 2017 et 40 000,00 euros) à hauteur de 50% au titre des frais d'ingénierie (rémunération, frais de mission et de formation) et 50% pour des actions prévues dans l'Opération Grand Site du Vézélien en lien avec le programme LEADER. Le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer pour l'autoriser à solliciter une subvention de 30 000,00 euros auprès du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté, Autorité de gestion des fonds européens, pour le financement des frais d'ingénierie 2016.

En réponse à Mesdames Nathalie CHARTIER et Sonia PATOURET-DUMAY, Christian GUYOT, Vice-président en charge de l'Opération Grand Site du Vézélien, expose succinctement l'avancement de l'élaboration du programme d'actions.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, AUTORISE le Président à solliciter une subvention de 30 000,00 euros auprès du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté, Autorité de gestion des fonds européens, pour le financement des frais d'ingénierie 2016 au titre du programme LEADER porté par le Pôle d'équilibre territorial et rural du Grand Avallonnais.

5°) Avenant n° 1 à la convention de partenariat « participation au fonctionnement des crèches CARIBOU et GALIPETTE » : compte tenu de la fusion intercommunale en date du 1^{er} janvier 2014 et du report de la prise de compétence intercommunale pour la gestion des crèches de la Ville d'AVALLON au 1^{er} janvier 2016, le Président rappelle qu'une convention a été conclue entre la Ville d'AVALLON et la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN en date du 18 décembre 2014 afin de définir les modalités de participation financière de la CCAVM au financement des crèches CARIBOU et GALIPETTE au titre des années 2014 et 2015. Il sera, également, rappelé que l'article 4 « modalités de versement » de ladite convention prévoit notamment que le montant dû pour l'année N est versé à hauteur de 50% au cours du 3^{ème} trimestre de l'année N+1 et le solde au cours du 4^{ème} trimestre de cette même année N+1. Considérant que la participation financière 2014 (173 580,00 euros) est versée par moitié sur les exercices budgétaires 2015 et 2016 et avec l'accord de la Ville d'AVALLON, le Président propose au Conseil Communautaire de délibérer pour l'autoriser à signer l'avenant n° 1 modifiant l'article 4 « modalités de versement » comme suit : le montant dû au titre de l'année 2015 sera versé par moitié en 2017 et en 2018 avant le 30 avril de chaque année, étant précisé que la Ville d'AVALLON aura préalablement fourni à la CCAVM le rapport d'activités et le rapport financier de ladite année 2015.

Monsieur Jean-Yves CAULLET, tout en précisant que les dépenses 2015 ont toutes été payées, explique que la Ville d'AVALLON souhaite faciliter financièrement le transfert des crèches en acceptant la signature de l'avenant à la convention tel qu'il est proposé.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, AUTORISE le Président à signer l'avenant n° 1 modifiant l'article 4 « modalités de versement » comme suit : le montant dû au titre de l'année 2015 sera versé par moitié en 2017 et en 2018 avant le 30 avril de chaque année, étant précisé que la Ville d'AVALLON aura préalablement fourni à la CCAVM le rapport d'activités et le rapport financier de ladite année 2015.

6°) Adoption du budget annexe 2016 « gestion du service des Déchets Ménagers » : avec un avis favorable de principe de la Commission des Finances et du Bureau Communautaire et après en avoir fait la présentation, Monsieur Bernard RAGAGE, Vice-président en charge des finances, propose au Conseil Communautaire de délibérer pour adopter le budget annexe 2016 « gestion du service des Déchets Ménagers » tel qu'il est synthétisé ci-dessous : (*réf. : le budget détaillé a été joint à la note de synthèse adressée à tous les Conseillers Communautaires*) :

Budget annexe	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	2 685 014	120 927
Recettes	2 685 014	120 927

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à la majorité des voix (65 voix pour et 1 abstention), ADOPTE le budget annexe 2016 « gestion du service des Déchets Ménagers » tel qu'il a été présenté.

7°) Adoption du budget annexe 2016 « gestion du service Enfance/Jeunesse » : avec un avis favorable de principe de la Commission des Finances et du Bureau Communautaire, en accord avec Madame le Trésorier d'AVALLON, Monsieur Bernard RAGAGE, Vice-président en charge des finances, présente le budget annexe 2016 de la gestion du service Enfance/Jeunesse en expliquant que celui-ci concernera uniquement le fonctionnement et l'investissement des crèches d'AVALLON et de CUSSY les FORGES sauf le projet de construction et d'aménagement de la crèche de CUSSY les FORGES qui restera inscrit en section d'investissement du budget principal jusqu'à la fin des travaux. Il explique que cela permettra d'avoir une lecture transparente du coût de fonctionnement des crèches et, notamment, de l'impact financier inhérent à la prise de compétence intercommunale de la gestion des crèches à compter du 1^{er} janvier 2016. Monsieur Bernard RAGAGE précise que le reste à charge pour la collectivité pour les crèches CARIBOU et GALIPETTE est estimé aux environs de 245 000,00 euros.

Monsieur Nicolas ROBERT, Vice-président en charge de l'Enfance/Jeunesse, rappelle que le Comité de pilotage inhérent au transfert des crèches avait souligné la nécessité de négocier l'emprunt, ce qui est en cours d'actualité, dit le Président.

Après avoir apporté des réponses aux questions posées, notamment par Mesdames Sonia PATOURET-DUMAY et Élise VILLIERS et compte tenu que l'équilibre financier de ce budget sera assuré par le budget principal voté à la fin du mois de mars prochain, Monsieur Bernard RAGAGE propose au Conseil Communautaire de délibérer pour adopter le budget annexe

2016 de la gestion du service Enfance/Jeunesse pour une période de quatre mois, étant précisé qu'il sera amendé par une décision modificative ultérieure, tel qu'il est synthétisé ci-dessous (réf. : le budget détaillé a été joint à la note de synthèse adressée à tous les Conseillers Communautaires) :

Budget annexe	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	245 000	16 647
Recettes	245 000	16 647

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité, ADOPTE le budget annexe 2016 « gestion du service Enfance/Jeunesse » tel qu'il a été présenté.

O.J N° 8 : INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

- ✓ Le Président explique que la CCAVM a reçu 10 demandes d'agents communaux pour suivre une formation « habilitation électrique » qui va donc pouvoir se dérouler à AVALLON au cours de l'année 2016 et que la collectivité attend de recevoir une proposition de dates de la part du CNFPT.
- ✓ Le Président indique les dates des prochaines réunions communautaires :
 - Bureau Communautaire : les mercredis 17 février et 16 mars 2016 à 18 heures 30 au siège de la CCAVM,
 - Conseil Communautaire : le lundi 29 février 2016 (débat d'orientation budgétaire) et le mercredi 30 mars 2016 (vote du budget principal et des autres budgets annexes) à 18 heures 30 (lieux à déterminer).
- ✓ Monsieur Didier IDES, Vice-président en charge de la formation des élus, explique qu'il a sollicité Madame le Trésorier d'AVALLON pour une formation comptable.
- ✓ Dans le cadre du Conservatoire de musique, Monsieur Jean-Yves CAULLET souhaite, en lien avec les Conseillers Départementaux, qu'une information soit faite en Conseil Communautaire sur la situation de l'association « Yonne Arts Vivants ».

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures.